

INSTRUCTION GÉNÉRALE

VB 62 a

Paris, le 25 juin 1946

N° 1

DISTRIBUTION

VB

1
10 - 13 - 20
25 - 31 - 32
41 - 51

Rectificatifs

*1 du 18.11.60
2 du 9.4.68*

Passages à Niveau

CRÉATION DE P.N. PRIVÉS

CHAPITRE 1

GENERALITES

article 1 ♦ Objet.

La présente Instruction générale a pour objet de définir la procédure et les conditions de concession des P.N. privés.

article 2 ♦ Définition d'un P.N. privé.

Est considéré comme privé, tout P.N. desservant exclusivement une ou plusieurs propriétés privées et dont l'utilisation est réservée à un nombre limité d'usagers ; son existence peut résulter, soit d'une création par un particulier ou une collectivité, soit de la transformation d'un P.N. public. Comme tel, il doit être utilisé sans surveillance spéciale de la part de la S.N.C.F. uniquement par le concessionnaire ou ses préposés et à ses risques et périls. Il peut être soit pour voitures, soit pour piétons.

article 3 ♦ P.N. avec barrières ou portillons.

En principe, tout P.N. privé, pour voitures ou pour piétons, doit être muni de barrières ou de portillons fermés à clé par le concessionnaire et manœuvrés par lui sous sa propre et seule responsabilité.

Le concessionnaire peut, en outre, être tenu d'y organiser un gardiennage, si l'importance du trafic routier sur le P.N. le justifie, mais, même dans ce cas, il demeure seul responsable de la fermeture des barrières sans recours possible contre l'Etat, ni contre la S.N.C.F., pour tout accident qui pourrait arriver, soit par suite de défaut de fermeture, soit par suite de la manœuvre des barrières ou de l'usage du passage à niveau.

article 4 ♦ P.N. sans barrières ou portillons.

Toutefois, l'établissement d'un P.N. privé, pour voitures ou pour piétons, sans barrières ou portillons, peut être envisagé mais seulement sur lignes non parcourues par des trains de voyageurs, lorsque le dit P.N. n'est susceptible d'être utilisé que par le concessionnaire, à l'exclusion du public.

CHAPITRE 2

CONDITIONS DE CONCESSION

article 5 ♦ Situation des lieux et intérêt.

Pour l'étude de la concession d'un P.N. privé, il y a lieu de considérer :

- 1° — La visibilité qui, sauf cas exceptionnels à soumettre ^{à la Direction} au Service technique des Installations Fixes, ne doit pas être inférieure aux minima suivants :
 - a) P.N. pour piétons : 8 secondes à la clôture du chemin de fer ou à 2 m du rail si la clôture est plus éloignée.
 - b) P.N. pour voitures : 20 secondes à 5 m du rail le plus proche.

Ces durées doivent être calculées en tablant sur la vitesse maximum des trains circulant sur la ligne, en temps de paix.

2° — La situation (proximité des autres P.N., des P.S. et P.I., d'une gare, etc...);

3° — L'intérêt présenté pour le demandeur ;

4° — L'intensité de la circulation ferroviaire.

En principe, on ne doit donner un avis favorable à une demande de création de P.N. privé qu'à titre exceptionnel, par exemple en cas de modification des lieux, de regroupement de propriétés ou de création d'une industrie nouvelle justifiant le passage projeté.

Cependant, l'examen d'une telle demande peut être fait dans un sens beaucoup plus large lorsqu'il s'agit d'un P.N. situé sur une ligne non parcourue par des trains de voyageurs et dont les conditions actuelles d'exploitation apparaissent comme devant être définitives.

article 6 ♦ Travaux à réaliser et dépenses correspondantes.

Pour tout nouveau P.N. à créer, il y aura lieu de prévoir dans les voies la pose de contrerails sur une longueur suffisante pour permettre l'exécution de la chaussée indispensable à la traversée des voitures ou piétons. La pose de ces contrerails, ainsi que les travaux d'exécution de la chaussée dans les emprises du chemin de fer sur toute la longueur entre barrières, seront obligatoirement exécutés par la S.N.C.F. Dans le cas où il serait installé une guérite-abri pour le gardiennage, cette installation ne pourrait être effectuée dans les emprises du chemin de fer qu'en accord avec la S.N.C.F.

Le concessionnaire devra prendre l'engagement de rembourser les dépenses engagées par la S.N.C.F. à l'occasion des travaux exécutés par elle. Ces dépenses devront normalement comporter les frais éventuels de surveillance des travaux effectués par le permissionnaire lui-même ainsi que les majorations d'usage pour frais généraux.

Le montant du détail estimatif des travaux devra être versé par le concessionnaire sous forme de provision, avant tout commencement d'exécution, le surplus, s'il y a lieu, étant payé dès achèvement des travaux.

article 7 ♦ Dépenses d'entretien.

Toutes les installations situées entre barrières seront obligatoirement entretenues par la S.N.C.F. et feront l'objet d'une redevance d'entretien comme indiqué à l'article 9.

Il en sera de même des systèmes d'annonce, quels qu'ils soient.

article 8 ♦ Gardiennage.

Si le P.N. à créer doit comporter un gardiennage, la ou les personnes, expressément déléguées par le concessionnaire pour l'ouverture et la fermeture des barrières, doivent connaître les règlements concernant le service des P.N. de façon à pouvoir prendre les mesures de protection nécessaires au cas où la circulation des trains serait susceptible d'être entravée ou gênée par un obstacle quelconque résultant de l'utilisation du dit P.N.

Elles doivent, à cet effet, être agréées par la S.N.C.F.

9° — En outre, M
versera à la S.N.C.F. :

a) pour occupation du domaine public du chemin de fer une redevance annuelle de six cents francs (600 f) (1) de douze cents francs (1.200 f) (2) :

b) pour rémunérer la S.N.C.F. des dépenses que lui occasionnera l'entretien des installations ci-après :
..... une redevance forfaitaire annuelle de

Ces redevances seront payables d'avance le 1^{er} janvier de chaque année, sur quittances dressées par la S.N.C.F.

En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général les redevances forfaitaires prévues aux 1° et 2° ci-dessus seront modifiées dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

Cette modification ne sera applicable que pour les redevances dues au titre de l'année suivant celle dans laquelle elle s'est produite.

Exceptionnellement, pour la période à courir de ce jour au 31 décembre mil neuf cent
M paiera une redevance spéciale fixée à qui sera exigible aussitôt après la régularisation des présentes.

En cas de résiliation, seule la redevance de précarité pour occupation du domaine public restera acquise à la S.N.C.F. quelle que soit l'époque de l'année à laquelle l'autorisation aura pris fin. La redevance pour l'entretien des installations donnera lieu à remboursement partiel au permissionnaire au prorata des mois complets de jouissance supprimée.

10° — Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention et, le cas échéant, de toutes pièces s'y rapportant, seront à la charge du bénéficiaire qui devra justifier à toute réquisition de l'accomplissement de cette formalité et garantir la S.N.C.F. de toutes responsabilités à cet égard.

L'enregistrement des présentes est requis pour une période de 3 années.

Fait en triple exemplaire, dont un pour l'Enregistrement

A le , 19
Lu et approuvé

(1) S'il s'agit d'un P.N. pour piétons.

(2) S'il s'agit d'un P.N. pour voitures.

ANNEXE 1

Entre :

La Société Nationale des Chemins de fer Français, Société Anonyme, dont le siège est à Paris, rue Saint-Lazare, n° 88, représentée par M., auquel des pouvoirs spéciaux ont été donnés à cet effet.

d'une part :

Et , demeurant à d'autre part.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

La S.N.C.F. accorde en ce qui la concerne et sous réserve de l'autorisation préalable de l'Administration Supérieure, à partir de ce jour, pour la durée de sa propre concession qui doit expirer le 31 décembre mil neuf cent quatre-vingt-deux, avec faculté respective pour les parties de faire cesser l'effet des présentes à toute époque, sur simple préavis de deux mois donné par lettre recommandée et sans indemnité, ni dédommagement quelconque pour le permissionnaire,

à , ce qui est accepté par { lui (1).
elle.

L'autorisation, à titre de tolérance simple et précaire,
{ d'utiliser (1)
{ d'établir un passage à niveau privé provisoire pour { piétons (1)
voitures
à la traversée de la ligne de à
(km) aux abords de la station de
pour permettre à M. exclusivement ou à
son préposé d'accéder de situé côté
du chemin de fer, à situé du côté opposé
du chemin de fer.

(1) Ce passage à niveau comportera deux { barrières fermant à clé (1)
portillons fermant à clé,
installés dans les clôtures du chemin de fer, des contrerails et un empierrement sommaire à la traversée de la voie

(1) Ce passage à niveau ne comportera pas de { barrières (1)
portillons

Cette autorisation est consentie aux charges et conditions suivantes que M. sera tenu d'exécuter, indépendamment et en sus de celles que pourrait imposer l'Administration Supérieure dans les décisions administratives qui interviendront pour autoriser { l'utilisation (1)
l'établissement du P.N.

1° — De se conformer aux lois et règlements sur la police des chemins de fer et aux instructions de la S.N.C.F. et (1) notamment de faire agréer par cette dernière, la ou les personnes expressément déléguées, à l'exclusion de toutes autres, pour l'ouverture et la fermeture des barrières.

2° — De verser, à titre d'acompte, avant tout commencement des travaux une somme égale au montant des dépenses prévues, soit (mentionner les travaux)
et y compris les frais de surveillance et majorations pour frais généraux.

Le règlement définitif interviendra lorsque les dépenses réellement effectuées auront été déterminées après achèvement des travaux, compte tenu des frais généraux et incidences fiscales en vigueur. Le cas échéant, le trop-perçu sera remboursé au permissionnaire.

3° — De conserver à sa charge les risques de dégradations de toute nature que les installations du passage à niveau pourront courir par suite de la circulation des machines et wagons ou de tout autre fait du chemin de fer ; de les assurer contre les dits risques, si elle le juge à propos ; en tout cas de ne pouvoir, de ce chef, réclamer contre la S.N.C.F. aucune espèce d'indemnité quand bien même, des dégradations qui seraient ainsi survenues, résulteraient une interruption plus ou moins longue dans l'usage du P.N.

4° — D'assumer l'entière responsabilité des dommages ou accidents de toute nature qui pourraient être occasionnés au chemin de fer ou à son matériel du fait de l'établissement, de l'existence ou de l'usage du passage à niveau, et de rembourser la S.N.C.F., à présentation des factures, avec majoration pour frais généraux d'usage et avec les taxes d'Etat correspondantes, le coût en principal et accessoires des réparations.

5° — De dégager entièrement la S.N.C.F. de la responsabilité des accidents et dommages de toute nature qui pourraient être causés à lui-même, ses préposés ou aux tiers du fait de la consistance, l'existence et l'utilisation du dit passage ainsi que de la manœuvre des barrières et de la garantir entièrement en cas de recours exercé à quelque titre que ce soit. L'utilisation du P.N. se fera entièrement aux risques et périls des usagers.

La responsabilité de la S.N.C.F. sera dégagée en particulier, dans le cas d'accidents résultant du mauvais fonctionnement des appareils d'annonce, bien qu'ils soient entretenus par ses soins.

6° — De ne pouvoir, de condition expresse, céder son droit aux présentes et autrement en disposer.

7° — De modifier ou déplacer les installations du dit passage, à ses frais, majoration pour frais généraux comprise, à quelque époque et pour quelque cause que ce soit, sans pouvoir prétendre à aucune espèce d'indemnité si la S.N.C.F. juge à propos d'exiger cette modification ou ce déplacement.

8° — De rembourser les dépenses de toute nature, majorations pour frais généraux comprises, engagées par la S.N.C.F. pour l'enlèvement des installations et rétablissement des clôtures du chemin de fer dans leur situation primitive, pour la date à laquelle le présent traité prendra fin (2).

9° — En outre, M. versera à la S.N.C.F. :
a) pour occupation du domaine public du chemin de fer, une redevance annuelle de nouveaux francs
(..... NF).

Bé
corres
(Rect
du 25
à coller sur le texte
l'Annexe 1
à l'I.G. VB 62 a n° 1
du 25 juin 1946)

article 9 ♦ Redevances.

Les redevances à payer par les concessionnaires de P.N. privés sont fixées par le Barème R.C.F. 311 e n° 63.

CHAPITRE 3**PROCEDURE****article 10 ♦ Dossier à établir.**

Toute demande de concession de P.N. privé donne lieu à établissement d'un dossier comportant :

- un plan au 1/1000° ;
- une convention (modèle donné par l'**Annexe 1**) signée par le demandeur ;
- une fiche (modèle donné par l'**Annexe 2**) indiquant les caractéristiques du nouveau P.N. avec toutes justifications sur l'utilité du P.N. ;
- un projet d'arrêté préfectoral de classement (à établir par le Service Régional).

Ce dossier sera adressé par la voie hiérarchique au Chef du Service V.B. et soumis à l'Administration Supérieure. Après intervention de l'arrêté de classement, la régularisation de la convention sera effectuée par le Service Régional et le P.N. sera inscrit à l'état des installations précaires.

Le Directeur Général,

LEMAIRE.

ANNEXE 2

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région de

Ligne de

Section de

DEMANDE DE CREATION D'UN P.N. PRIVE POUR

N° au P.K.

par
à

Caractéristiques du nouveau P.N.

I — Renseignements sur la chaussée.

- a) nature
b) largeur

empierrement (1)
pavage
terre

II — Visibilité (à exprimer en mètres et en secondes, compte tenu de la vitesse limite que peuvent réaliser les trains) (2).

- a) pour un observateur se trouvant à 5 m (distance ramenée à 2m pour les P.N. pour piétons) du rail le plus proche.

- 1° — du côté impair { vers m s (3)
 vers m s
2° — du côté pair { vers m s
 vers m s

- b) Le brouillard est-il fréquent et quelle est son intensité ?

III — Circulation ferroviaire.

- a) Nombre de voies
b) Vitesse maxima des circulations sur la ligne où se trouvera le P.N.
c) Intensité de la circulation dans chaque sens par 24 h.
Nombre de trains réguliers { sens impair
 sens pair
Nombre de trains facultatifs { sens impair
 sens pair

sens impair
sens pair

IV — Installations à prévoir par le chemin de fer.

- a) Le P.N. sera-t-il muni de barrières, de portillons ?
b) Quel sera le type des barrières et leur longueur ? (roulantes, pivotantes, oscillantes, etc...)
Quel sera le type des portillons et leur longueur ? (pivotants, tourniquets).
c) Qui sera chargé du gardiennage (s'il y a lieu)
d) Y aura-t-il un dispositif d'annonce des trains ? Si oui, lequel ?
Quelle sera la distance d'annonce réalisée et la durée correspondant pour les trains les plus rapides
e)

V — Renseignements divers.

- a) Distance de la traversée la plus proche du point où est envisagé le P.N. m par P.N., P.S., P.I. (1) vers m par P.N., P.S., P.I. vers
b) Longueur du trajet dont le bénéficiaire du P.N. fera l'économie
c) Distance, le cas échéant, des trottoirs voyageurs ou aiguilles de la gare voisine s'il y a lieu m vers
d) Installations à desservir de part { côté impair
et d'autre de la ligne. { côté pair
e) Autres avantages que le bénéficiaire retirera de l'installation, s'il y a lieu, avec justifications

- f) Fait nouveau qui motive la demande de P.N.

- g) Nature des circulations qui emprunteront le P.N. : véhicules automobiles ordinaires, convois agricoles, fardiers, engins à chenilles, matériel de travaux publics, etc.

(1) Biffer les indications qui ne conviennent pas.

(2) Y compris les autorails.

(3) Délais calculés avec la vitesse maximale pratiquée sur la ligne.